

CONVAINCUE DE REMPORTER LES LÉGISLATIVES

L'Alliance verte prépare son... gouvernement !

Les trois dirigeants des partis politiques qui forment l'Alliance verte sont persuadés de remporter le scrutin de jeudi prochain. A tel point qu'ils préparent déjà la composition du futur gouvernement.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Bouguerra Soltani, Fateh Rebaï et Hamlaoui Akouchi s'y voient déjà ! Pour les trois dirigeants de l'Alliance verte, la victoire aux législatives du 1^{er} mai ne saurait leur échapper.

«Nous nous basons sur cinq indices probants, concrets», a indiqué, hier, le président du Mouvement de la société pour la paix, lors d'une conférence de presse animée au siège de cette formation.

«Le premier indice s'appuie sur l'engouement de la population pour le programme de notre Alliance. Nous l'avons constaté durant toute la campagne électorale. Le second porte sur un sondage effectué avant et pendant la campagne par un organisme étranger (il ne le cite pas) et qui nous donne grand vainqueur. Le troisième indice est un sondage interne que nous avons réalisé et

qui confirme cette réalité», a expliqué Soltani.

Les quatrième et cinquième points de cette «théorie de la victoire» ont trait à la «volonté du peuple d'aller vers le changement et l'instauration d'une deuxième République» et à la «fascination suscitée par la capacité de trois partis islamistes à se rassembler autour d'un projet commun».

«Le contexte politique international engendré par le printemps arabe prouve que l'Algérie ne peut échapper à cette dynamique. Donc, nous n'accepterons pas autre chose que la première place», a soutenu, pour sa part, Hamlaoui Akouchi.

De son côté, Fateh Rebaï prévoit une «victoire par KO ou par les points».

«Le printemps algérien viendra par les urnes. A condition, bien sûr, que ce scrutin soit propre et honnête.»



L'Alliance prévoit une victoire par KO.

Un fauteuil pour trois

Et d'ajouter, très sérieusement, que les dirigeants de l'Alliance préparent «activement le futur gouvernement». Une déclaration appuyée par Abderezak Mokri, vice-président du MSP, qui a précisé que les trois partis politiques

étudiaient actuellement la répartition des postes ministériels. Qu'en est-il du futur Premier ministre ? Lequel des trois aura l'insigne honneur de succéder à Ahmed Ouyahia à la tête de l'exécutif ? La question fait sourire Mokri, Rebaï et Akouchi. Pas Soltani, dont le

visage se ferme subitement. «Nous ne savons pas encore, rien n'a été décidé. Nous sommes plusieurs à faire la chaîne», lâchera-t-il.

«Principe éthique»

Une question demeure actuellement sans réponse : Abdelaziz Bouteflika accepterait-il de nommer un Premier ministre et un gouvernement issus de l'Alliance verte si elle venait à décrocher la majorité dans la future Assemblée ? «Il le fera par principe éthique. Et s'il n'accepte pas, nous prendrons nos dispositions lors de l'amendement de la Constitution», a indiqué Bouguerra Soltani en marge de la conférence de presse. Pour le président du MSP, le pouvoir n'a pas d'autre choix que de s'en tenir scrupuleusement aux résultats du scrutin de jeudi. «Afin d'éviter une crise aiguë, ils doivent laisser le peuple algérien choisir librement. Le peuple sait à qui il doit donner sa voix», a-t-il insisté face à la presse. Une déclaration qui sonne presque comme une menace.

T. H.

CLÔTURE DE LA SIXIÈME LÉGISLATIVE

Le RCD présente le bilan de ses députés sortants

Le groupe parlementaire sortant du RCD a tenu à rompre la morosité qui a caractérisé la campagne électorale pour les législatives d'après-demain dont il est la seule entité politique à boudier, en présentant le bilan de son action lors de la mandature, la sixième, qui s'achèvera tout prochainement.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une particularité que le chef du groupe parlementaire, Atmane Mazouz, a tenu à relever au tout début de son intervention lors d'une conférence de presse tenue, ce lundi, au siège du bureau régional du parti à Alger. Et ce, précisera-t-il, au moment où «d'autres partis ont choisi de concourir à la parodie d'élections de ce 10 mai, sans présenter de bilan ni exposer un quelconque programme».

Pour l'orateur, «la présente législature issue de la fraude électorale originelle et rédhibitoire, et qui se termine comme les précédentes, confirme on ne peut plus clairement, le rôle de béquille parlementaire de l'exécutif dévolu à l'Assemblée populaire».

Et à Mazouz d'évoquer la main mise d'un Exécutif omnipotent et omniscient, le fonctionnement de cette institution alibi, constamment entaché d'irrégularités et de dérives diverses, à l'instar, soulignera-t-il, «du viol de la Constitution du 12 novembre 2008 qui a permis, selon lui, de réinstaurer la présidence à vie, la panoplie de lois aussi iniques que liberticides votées à la hussarde à la fin de sa mandature».

Autant d'éléments et bien d'autres, comme la validation par cette assemblée du gaspillage, l'opacité, la corruption et les détournements qui caractérisent la gestion de la richesse nationale et des affaires publiques, qui justifient, dira Hakim Saheb, député et chargé de la communication au parti, «la profonde désaffection des citoyens devant les institutions de leur Etat et leur indifférence devant les échéances électorales, dont celles de ce jeudi».

Pour ce dernier, «si le RCD a accepté par le passé de siéger à l'APN en 1997 et en 2007 en dépit d'une fraude l'ayant spo-

lié, selon lui, de plus de sièges acquis légitimement, en dépit d'un contexte géopolitique régional pas favorable au changement démocratique, il a su assumer, par sa loyauté et son engagement, sa présence dans cette enceinte pour en exploiter la dimension tribunitienne à la seule fin d'alerter concitoyens et partenaires du pays sur la mauvaise gouvernance, les abus et la gabegie des gouvernants et l'impunité dont ils jouissent».

D'où, dira-t-il, les initiatives politiques initiées par les députés du parti qui ont, de ce fait, «pleinement assumé leur rôle de force de l'opposition démocratique», tentant de faire jouer au Parlement sa «fonction constitutionnelle» de contrôle et de médiation.

Ce qui n'a pas été le plus souvent, pour ne pas dire tout le temps, une partie de plaisir puisque, soutiendra encore M. Saheb, les quatre demandes de commissions d'enquête parlementaire initiées pour éclairer les citoyens et situer les responsabilités de la faillite et de la forfaiture des gouvernants ont été vouées à l'échec, citant comme exemple celle visant à dévoiler les abus et les conditions de traitement des candidatures aux élections locales de novembre 2007 par l'administration du ministère de l'Intérieur. Le même sort a été celui des nombreuses questions orales et écrites, portant sur le refus de reconnaître les syndicats autonomes, la dégradation du pouvoir d'achat, l'environnement, l'éducation nationale, les incendies connus dans le centre du pays, le dossier des faux moudjahidines, la séquestration des dépouilles des colonels Amirouche et Si El Haouès, «dont grand nombre sont restées à ce jour lettre morte et pour d'autres, lorsque réponse il y a, elles sont systématiquement différées à des délais excédant en moyenne 3 mois alors que la loi prévoit un mois pour les questions écrites», rebondira Mazouz.

Celui-ci n'omettra pas de mentionner que les plénaires où les questions de corruption et de malversations qui ont touché différents secteurs ainsi que l'opacité qui entoure le statut de Sonatrach, les comptes spéciaux du trésor et la gestion du Fonds de régulation des recettes (FRR), ont été



Atmane Mazouz.

émaillées d'incidents quand elles n'étaient pas suspendues. Citant les manifestations de rue de janvier 2011, par le biais desquelles le peuple algérien criait sa colère, son indignation et sa soif de liberté et de changement comme le reste des peuples de la région qui s'affranchissent progressivement des despotes qui les ont, longtemps, humiliés et spoliés de leurs ressources, M. Saheb dira que le RCD a été «l'un des rares partis à être aux côtés de cette jeunesse révoltée».

Des manifestations au cours desquelles des députés du parti ont été agressés et de nombreux citoyens injuriés et méprisés sans que le bureau de l'Assemblée ni aucun autre député, malgré nos multiples interpellations, n'ait daigné réagir ou dénoncer la violation de l'immunité parlementaire. Ce qui illustre on ne peut mieux, «la vacuité et la déliquescence du rôle assigné par les parrains de l'Algérie officielle à la présente et future Assemblée», qui ont naturellement conduit le parti à suspendre son activité parlementaire pour, soutiendra-t-il, «condamner ce silence et réhabiliter le minimum de crédibilité à la fonction parlementaire, ne pouvant plus siéger dans une

enceinte qui a sombré dans la servilité et participé au désastre et à la désintégration de la nation». Des actions dont s'enorgueillissent les parlementaires du RCD qui, selon leur chef, «ont prouvé qu'ils peuvent accomplir leurs missions avec dévouement et détermination, en honorant la confiance du citoyen, car élus démocratiquement et ne devant aucunement leurs places à la fraude».

Pour la capitalisation de l'après-10 mai

Et la transition est vite faite avec le scrutin de ce jeudi que le parti boude en raison, principalement, justement de ce fléau de la fraude «comme celle qui est en cours pour ce 10 mai», mentionnera M. Saheb pour qui «l'espace institutionnel tel que façonné et voulu par le régime ne peut être l'endroit approprié où ils peuvent exposer leurs doléances et revendiquer leurs droits, convaincus que nulles réformes politiques ou sociales ne peuvent venir d'institutions factices, issues de la fraude».

Un boycott et une abstention qu'il fallait juste accompagner donc, tant, comme le dira sous forme de tirade Nordine Aït-Hamouda, «le duo Belkhadem-Ouyahia suffit à lui seul à dissuader plus d'un à aller voter, en ce sens que les deux incarnent les meilleurs militants du boycott». Ceci, avant de regretter que «50 ans après l'indépendance, les Algériens soient plus intéressés par la présidentielle de l'ancien colonisateur que par les législatives de leur propre pays, suggérant que les responsables se doivent de répondre de cela devant une cour martiale». Mais loin de constituer une obsession, le boycott de ces législatives est pour le RCD une question de principe qu'il faudra rentabiliser et capitaliser au-delà du 10 mai. Pour M. Saheb, il s'agira de jeter des passerelles avec tous les segments de la société civile et autres personnalités, et ils sont nombreux, tiendra-t-il à relever, qui partagent plus que ce mot d'ordre du boycott, «une convergence la plus large possible pour concrétiser le changement pacifique du système et en dehors du système», tiendra-t-il à préciser.

M. K.